

Questions orales

Des voix: Bravo!

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Nous savons que le nombre de femmes sans emploi a augmenté de 11 000 en février, ce qui amènera encore plus de familles monoparentales à franchir le seuil de la pauvreté. Nous savons déjà que un million d'enfants vivent dans la pauvreté.

Le ministre va-t-il enfin présenter des mesures visant à régler ce grave problème qui frappe les femmes et les enfants dans notre pays?

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, la députée a raison: le nombre de femmes qui travaillent a diminué en février. C'est le genre de chose que nous n'aimons pas voir, mais je dois quand même lui signaler que, à la fin de février, ce nombre avait augmenté de 35 000 par rapport à l'an dernier. Donc, il y a eu une baisse en février, mais le nombre de femmes qui travaillent a tout de même augmenté au cours de la dernière année.

Je suis certain qu'il y a des raisons qui expliquent cette baisse en février, mais je ne les connais pas. Malheureusement, un grande partie des emplois à temps partiel qui sont disponibles en décembre et en janvier pour le temps des Fêtes et pour les soldes de janvier disparaissent en février, et je suis certain que c'est là une des causes.

Je suis d'accord avec la députée lorsqu'elle dit qu'il y a un grave problème. Toutefois, le gouvernement dépense énormément d'argent, c'est-à-dire bien au delà de 3 milliards de dollars, au titre de la formation et du recyclage, afin d'essayer de donner aux gens les compétences nécessaires pour pouvoir occuper les emplois qui sont disponibles aujourd'hui.

Si la députée a lu les journaux cette semaine, elle sait certainement que l'indice de l'offre d'emploi a augmenté considérablement. Les employeurs commencent donc à chercher des employés. Ce sont là des signes très prometteurs, et je suis certain que nous verrons une amélioration marquée du côté de l'emploi à mesure que l'année avancera et que l'économie reprendra des forces.

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Madame la Présidente, je crois que nous savons aussi que beaucoup de ces parents seuls et de ces femmes en particulier travaillent dans le secteur des services et occupent des emplois peu rémunérateurs. Ces gens sont dans une situation très précaire.

Il est également vrai que c'est chez les parents seuls que le taux de chômage est le plus élevé, soit 16,8 p. 100

chez les femmes et 15,7 p. 100 chez les hommes. Cela est de beaucoup supérieur à la moyenne nationale. Nous savons que ce problème est surtout attribuable au fait que le marché du travail est inflexible.

Pourquoi le gouvernement n'élabore-t-il pas des politiques cohérentes qui permettront à ces gens de se sortir enfin de cette pauvreté?

• (1140)

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, c'est en connaissance de cause que je peux parler de ce qui se passe dans la ville de Brampton et la région de Peel où il existe d'excellents programmes destinés aux parents seuls pour les remettre au travail, des programmes de formation prévoyant une aide pour les services de garderie pendant que le parent est au travail.

Ces programmes sont encore appliqués, à ma connaissance, dans l'ensemble du pays. Je peux parler davantage en connaissance de cause quand il s'agit des programmes en vigueur dans ma région parce que je les surveille de très près. En fait, je vais rencontrer des gens dans la région de Peel cet après-midi pour discuter d'un certain nombre de questions.

Il ne fait aucun doute que c'est un sujet de préoccupation, mais il reste que les programmes sont appliqués, comme la députée le sait. Le gouvernement fédéral finance les provinces de manière appréciable dans le secteur de l'aide sociale et du soutien à la réinsertion dans la population active. Ces programmes sont toujours appliqués et vont continuer de l'être parce que c'est une question prioritaire pour le gouvernement.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, le président américain, Bill Clinton, a récemment déclaré qu'il ne ratifierait pas l'accord de libre-échange nord-américain, à moins que les parties ne concluent d'importants accords parallèles, dont un accord sur l'environnement.

Je voudrais savoir si le ministre de l'Environnement, ou la personne qui répondra en son nom, sait qu'en vertu des articles 301, 309, 310, 314, 315 et 708 de l'ALENA, de l'annexe 702.1 du projet d'ALENA, ainsi que de l'article 2201.9 du système d'harmonisation, les eaux canadiennes sont considérées comme des articles de commerce et qu'elles sont exemptées des normes de protection environnementale.